

Les Français face à l'inflation : une sobriété contrainte

Résumé

L'hiver 2022-2023, marqué par l'augmentation conjointe des prix de l'énergie et des aliments constitue un avant-goût d'une partie des effets du dérèglement climatique : des périodes de forte volatilité des prix, avec une adaptation brutale, et souvent contrainte, des ménages.

Sur la base d'une enquête réalisée par Ipsos pour RTE, nous montrons que le sentiment d'avoir fait ou dû faire des efforts difficiles durant cette période croise des éléments objectifs (les plus pauvres et les plus jeunes ont été plus affectés), subjectifs (à situation objective identique, les partisans des partis aux extrémités du spectre politique ont plus le sentiment d'avoir été affectés), et collectifs (encore à situation et niveau d'effort identique, les ménages dont le moyen de chauffage est individuel ont eu le sentiment d'un effort plus important que ceux à chauffage collectif, qui par construction savaient l'effort commun). Ces trois dimensions fixent les axes impératifs pour une transition écologique acceptable : une assistance aux ménages pour lesquels l'augmentation des prix implique de rogner sur l'essentiel (santé, alimentation, mobilité contrainte), une prise en compte de la pluralité des motivations et des valeurs qui les sous-tendent, et l'importance du sentiment d'un effort collectif équitablement partagé.

Corin Blanc

corin.blanc@cepremap.org

CEPREMAP

Mathieu Perona

mathieu.perona@cepremap.org

CEPREMAP

Claudia Senik

claudia.senik@cepremap.org

PSE et CEPREMAP

Cette note a été simultanément publiée dans le rapport de la Fondation Jean Jaurès « Consommation énergétique, comment arbitrent les Français ? ». Nous remercions la Fondation ainsi que RTE pour cette collaboration.

Comment citer cette publication :

Corin Blanc, Mathieu Perona, Claudia Senik, « Les Français face à l'inflation : une sobriété contrainte », Observatoire du Bien-être du CEPREMAP, n°2024-14, 20 Novembre 2024

Introduction

L'inflation de l'hiver 2022-2023 a touché aux segments les plus sensibles du budget des Français : l'alimentation et l'énergie. Dans une certaine mesure, il s'est agi d'un avant-goût des conséquences du dérèglement climatique : des prix généralement plus élevés, et plus volatils. En effet, l'un des effets macroéconomiques probable de l'augmentation des températures à la surface du globe est la hausse structurelle du prix de nombreux biens et services, par exemple alimentaires et énergétiques, en réaction à des difficultés de production croissantes¹. Face à une augmentation rapide des prix, la plupart des Français ont dû réduire leur consommation. Nous savons que les efforts objectifs

également partagés, mais qu'en est-il des efforts subjectifs, du sentiment d'avoir dû se restreindre ? En d'autres termes, comment les Français ont-ils vécu cette sobriété contrainte ? Ont-ils eu le sentiment de devoir s'adapter aux conséquences inéluctables du dérèglement climatique, ou ont-ils vécu cet épisode comme une pure crise de pouvoir d'achat ? Les deux sont-ils d'ailleurs en concurrence ? Auquel cas cas, la hausse des prix et les efforts associés s'accompagneraient d'un détachement à la question environnementale². Ou bien faut-il l'un et l'autre pour obtenir des effets significatifs, les préoccupations environnementales et l'augmentation des coûts agissant de concert pour pousser les Français à modifier leurs habitudes de consommation ? Finalement, et pour prendre un

ont été in- Ampleur des efforts de réduction de certains postes de consommation pratiqués par les Français durant les mois antérieurs à mai 2023

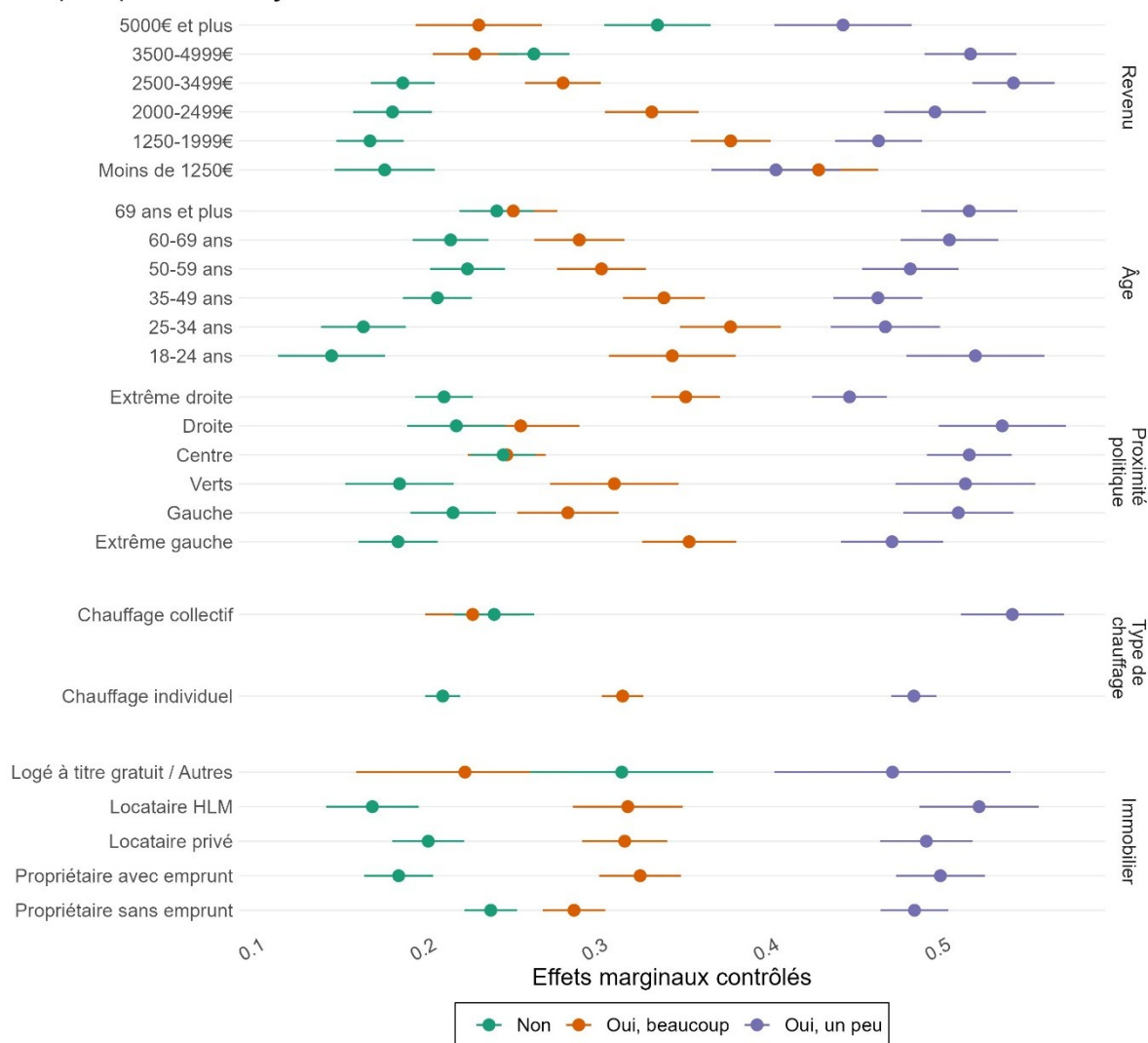


Figure 1. Les effets marginaux contrôlés expriment la propension à choisir une modalité de réponses toutes choses égales par ailleurs. Par exemple les propensions liées au revenu se lisent comme comparant des ménages de même composition, classe d'âge, préférence politique, etc.

1 Kotz *et al.*, 2024

2 Une suggestion déjà émise par l'ADEME dans son rapport 2024 ADEME et Daniel Boy RCB Conseil, 2024, après avoir relevé une certaine relativisation des enjeux environnementaux au sein du grand public.

langage d'économiste, sont-ils substitués ou compléments ?

Un sondage d'Ipsos pour RTE met en évidence qu'au-delà des divergences attendues selon le niveau de revenu³, certaines parties de la population – les plus jeunes, mais aussi celles et ceux qui votent aux extrêmes – ont trouvé plus difficile de réduire leur consommation, à revenu égal. Ce clivage générationnel et politique se retrouve largement dans les postes de consommation réduits, mais aussi dans les motivations avancées.

Qui estime avoir fait des efforts ?

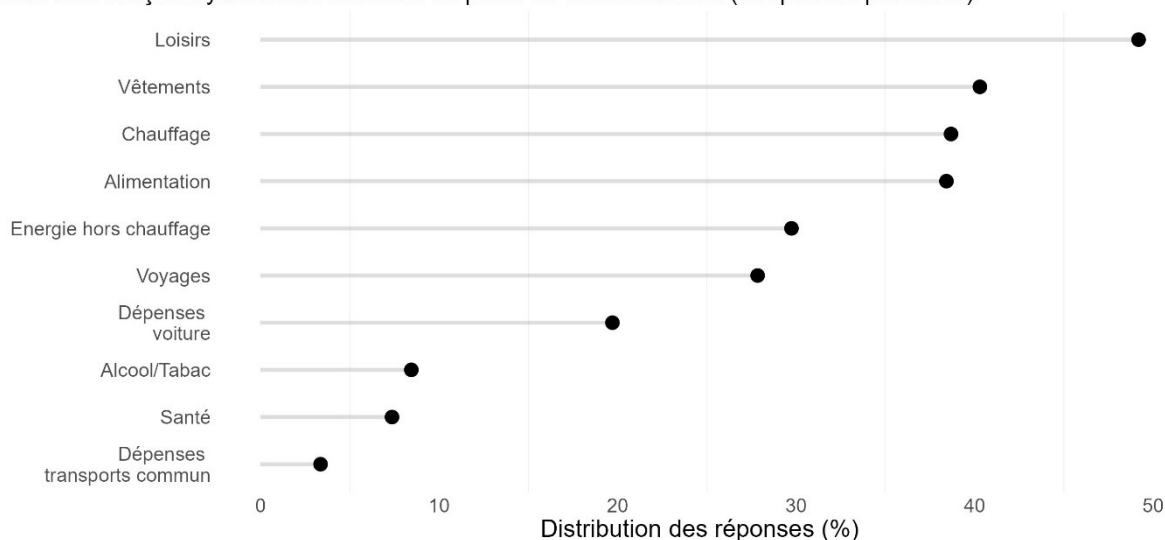
La très grande majorité des Français (80% des réponses) estime avoir réduit sa consommation à l'hiver 2022-2023. Bien évidemment, la réduction n'a pas pesé de la même manière en fonction du revenu, du type d'habitat et de l'âge. Afin d'évaluer séparément ces dimensions, nous raisonnons ici toutes choses égales par ailleurs. Ainsi, quand nous représentons une catégorie d'âge, nous la comparons aux ménages d'âge différent, mais ayant le même revenu, habitant dans le même type d'agglomération, etc. (Figure 1).

Un premier constat : la moitié des Français déclare avoir fait un peu d'efforts de réduction de consommation quelle que soit la pratique ou le groupe envisagés. Ainsi, il y a eu un effort jugé comme modéré qui a traversé les situations et milieux sociaux. Les contrastes se jouent donc entre les deux modalités extrêmes : ceux qui estiment avoir fait beaucoup d'efforts pour réduire leur consommation, et ceux qui estiment ne pas

avoir fait de réduction de consommation durant les mois antérieurs à mai 2023

en faire.

Le revenu



Étude sur les mécanismes de décision des Français en matière de consommation énergétique. Ipsos, RTE, calculs et analyse du CEPREMAP

Figure 2

³ Dans l'ensemble de cette étude, le revenu désigne le revenu mensuel net du foyer après déduction des impôts sur le revenu.

Réduire les dépenses : d'abord là où on peut

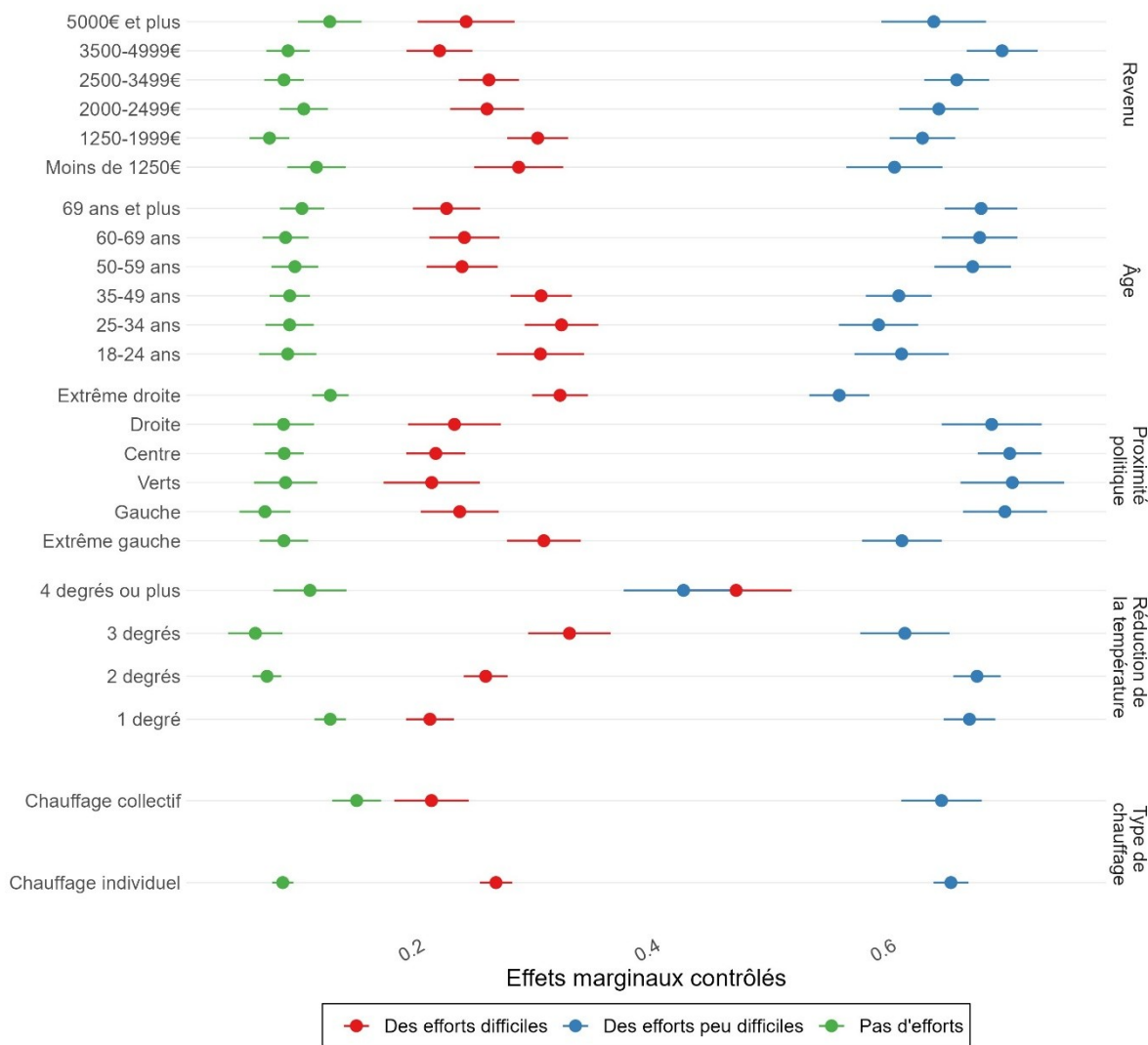
La répartition des réductions de dépenses montre que les Français ont réduit leur consommation d'abord là où ils avaient des marges de manœuvre (Figure 2). Les loisirs et les vêtements sont les deux catégories de dépenses présente dans la plupart des budgets et qu'il est possible de limiter ou de décaler. Viennent ensuite le chauffage et l'alimentation, dont la réduction implique des contraintes plus dures, ou des changements d'habitudes de consommation. De fait, une analyse des corrélations entre les postes de réduction fait apparaître deux blocs, correspondant à deux situations face à la contrainte. D'un côté, des ménages qui ont les marges budgétaires pour arbitrer. Ces ménages réduisent à la fois leurs dépenses de voyages et de loisir, mais moins souvent que les autres celles liées à l'ali-

mentation, la voiture, l'énergie ou le chauffage. Inversement, les ménages qui ont réduit ces dernières dépenses – l'indispensable – disent peu avoir réduit les voyages, les loisirs ou l'habillement – probablement parce que ces dépenses étaient déjà hors de leur portée.

Dans toutes nos sous-catégories, là encore, toutes choses égales par ailleurs, ce sont des dépenses compressibles qui sont les plus souvent réduites, suivies par l'énergie, les besoins alimentaires, le transport et enfin la santé (Figure 3).

Dans le domaine des transports – dominé par la voiture, les dépenses de transport en commun étant rarement réduites – cette stabilité interroge : on aurait pu s'attendre à des contrastes selon le type d'agglomération, en particulier en faveur des grandes villes mieux dotées en alternatives à la voiture. Cette stabilité suggère que les ménages n'ont pas attendu les augmenta-

Une difficulté des efforts de réduction de consommation d'énergie contrastée



Étude sur les mécanismes de décision des Français en matière de consommation énergétique. Ipsos, RTE, calculs et analyse du CEPREMAP

Figure 3. Les effets marginaux contrôlés expriment la propension à choisir une modalité de réponses toutes choses égales par ailleurs. Par exemple les propensions liées au revenu se lisent comme comparant des ménages de même composition, classe d'âge, préférence politique, etc.

tions récentes des prix de l'essence pour revoir leurs choix de transports, et que les déplacements en voiture sont aujourd'hui largement le fait de ceux qui n'ont pas d'autre choix. Allant dans le sens de cette interprétation, l'enquête Ipsos – RTE nous apprend que 68% des Français estiment avoir réduit leurs déplacements en voiture individuelle mais que 43% n'envisagent pas d'accentuer cet effort. Parmi ceux possédant une voiture, ils sont presque un tiers à déclarer qu'une forte hausse du prix des carburant ne les pousserait pas à diminuer leur utilisation de la voiture.

En termes sociaux, il faut noter que les ménages les plus modestes ont souffert d'une réduction de leurs dépenses alimentaires bien plus importante que le reste des Français, dépassant même la réduction des dépenses énergétiques. Ce résultat concorde avec la hausse significative des prix des produits alimentaires, panier de biens dont la part est relativement plus importante dans le budget des ménages aux faibles revenus⁴.

Comme pour l'intensité de l'effort, nous constatons des effets des positions politiques, à situation équivalente. Les ménages se situant aux extrêmes ont plus souvent taillé dans leurs dépenses d'alimentation, en particulier à l'extrême-droite, de santé, et moins dans leur budget énergie que les ménages plus au centre du spectre politique.

L'énergie, un poste de réduction douloureux

Dans le domaine de la consommation énergétique, nous pouvons savoir à quel point les ménages ont trouvé difficile de réduire leur consommation sur ce

poste spécifique. Ils sont 75% à avoir fourni des efforts en ce sens, dont 55% estiment qu'ils ont été peu difficiles et 20% difficiles. Ce sentiment augmente naturellement avec l'effort consenti (Figure 4), la propension à trouver l'effort difficile étant nettement plus élevée chez les ménages qui disent avoir visé une réduction de la température chez eux de 4°C que chez ceux qui ont effectué une réduction moindre. À effort et situation égale, le changement est perçu comme plus douloureux pour les personnes disposant d'un chauffage individuel par rapport à celles équipées d'un chauffage collectif : le caractère coordonné de la décision peut ici jouer un rôle dans l'appréciation de l'effort individuel consenti.

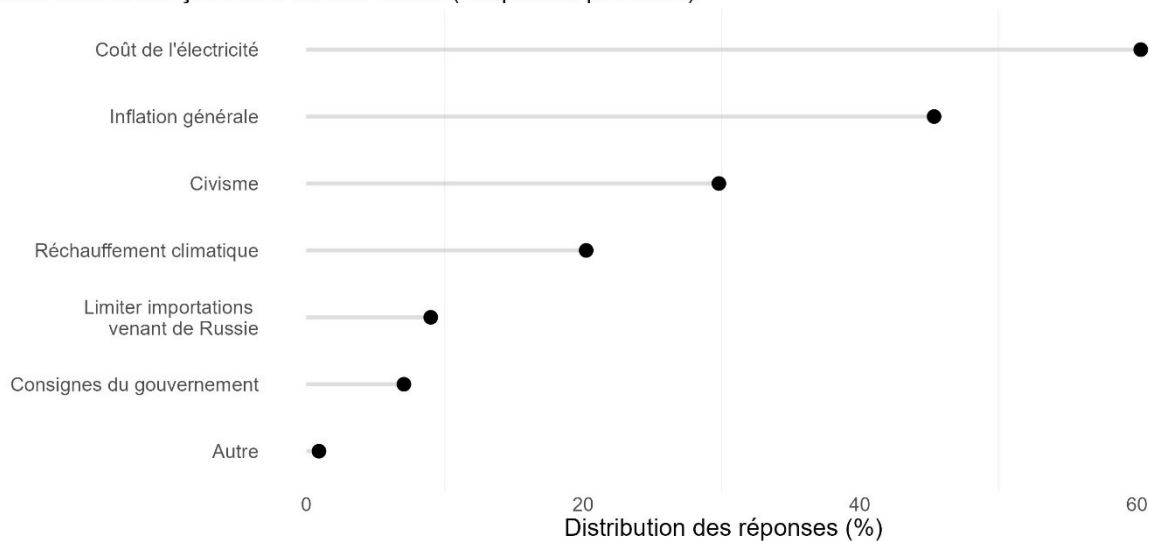
On retrouve ici les contrastes constatés plus haut sur les consommations d'ensemble : à situation égale, les ménages plus jeunes ont plus souvent eu le sentiment d'un effort difficile, de même que les personnes se situant aux extrêmes du spectre politique.

Une question d'argent ou de convictions ?

Toujours dans le domaine de la consommation énergétique, nous connaissons les motivations des efforts de réduction. Il s'agit d'abord d'une réponse à l'augmentation des prix, tant celui de l'électricité que l'inflation générale (Figure 5).

Les raisons partiellement ou totalement altruistes – le civisme recouvre ici le désir d'éviter les coupures de courant annoncées comme possibles – ne viennent qu'ensuite, les considérations de politiques extérieure et intérieure fermant la marche.

Les raisons des efforts en matière de consommation énergétique des Français
Parmi ceux annonçant avoir fait des efforts (2 réponses possibles)



Étude sur les mécanismes de décision des Français en matière de consommation énergétique. Ipsos, RTE, calculs et analyse du CEPREMAP

Figure 4

⁴ Jaravel *et al.*, 2023.

Au travers de la société, si le coût de l'électricité et l'inflation constituent les deux premiers motifs pour tous les sous-groupes (Figure 6), leur poids relatifs varie nettement plus que le sentiment d'effort que nous avons vu précédemment. Si ces motifs sont largement dominants pour les ménages les plus modestes, la démarche civique augmente avec le revenu. La volonté de lutter contre le changement climatique constitue un motif fortement polarisé. Moins que du revenu, il a partie liée avec l'âge, les ménages plus jeunes – encore une fois, toutes choses égales par ailleurs – le mettant plus souvent en avant que les plus âgés.

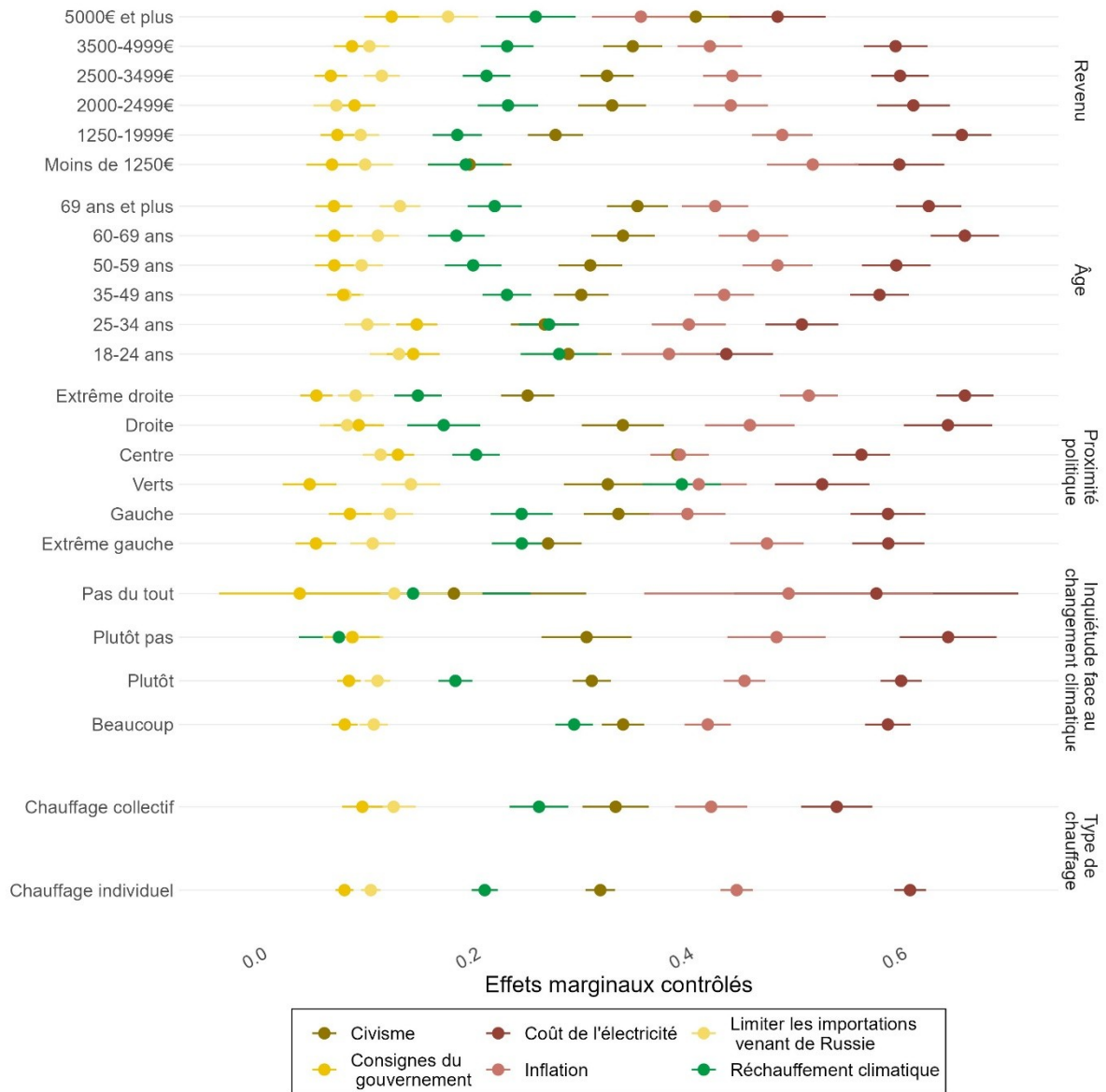
Politiquement, il s'agit évidemment d'un motif fortement présent chez les sympathisants des partis écologistes, et moins à l'extrême-droite. Mais à l'intérieur de chaque affiliation politique, le degré d'inquiétude

quant au changement climatique conduit à une mise en avant plus fréquente de ce motif – en d'autres termes, la part des personnes motivées par la lutte contre le changement climatique dépasse largement l'électorat des partis écologistes.

L'analyse des corrélations, de la tendance à déclarer ensemble certaines motivations, montre qu'il y a bien une séparation des ménages entre ceux qui mettent en avant une motivation financière et ceux qui déclarent plutôt des motivations civiques. Ainsi, les ménages qui citent l'inflation ou le coût de l'électricité ont moins tendance à parler de civisme, de changement climatique ou de motifs politiques. Inversement, les ménages qui citent au moins un motif non financier parlent moins souvent d'inflation dans leurs autres motifs. En d'autres termes, il semble y avoir une biparti-

Les raisons des efforts en matière de consommation énergétique des Français selon leur situation socio-économique

Parmi ceux annonçant avoir fait des efforts (2 réponses possibles)



Étude sur les mécanismes de décision des Français en matière de consommation énergétique. Ipsos, RTE, calculs et analyse du CEPREMAP

Figure 5. Les effets marginaux contrôlés expriment la propension à choisir une modalité de réponses toutes choses égales par ailleurs. Par exemple les propensions liées au revenu se lisent comme comparant des ménages de même composition, classe d'âge, préférence politique, etc.

tion des attitudes : soit on perçoit sa réduction d'énergie comme purement contrainte par les prix, soit comme la réponse à une situation plus large – les prix n'étant alors pas perçus comme une motivation essentielle. Cette bipartition est plus marquée chez les ménages modestes.

Conclusion : Contraste des situations, contraste des perceptions

Face à l'inflation, les efforts effectivement consentis dépendent évidemment d'abord de la diversité des situations matérielles. Au travers de ce travail, nous avons voulu montrer que tant les efforts consentis que ressentis dépendent aussi d'autres dimensions, à commencer par l'âge et le positionnement politique, à situation matérielle comparable. Les jeunes et les personnes se situant aux extrêmes du spectre politiques estiment ainsi, à situation identique, avoir fourni des efforts plus difficiles face à l'épisode d'inflation. On retrouve ce contraste au niveau des raisons de ces efforts. Ils sont plus souvent associés à une pure contrainte financière aux extrêmes ; toute en parlant le plus souvent des prix, les jeunes mettent plus fréquemment en avant le changement climatique, et leurs aînés l'inflation, puis le civisme.

Ces clivages tant dans la perception de l'effort que dans la motivation impliquent deux enjeux dans la définition d'une trajectoire de transition écologique, dont on voit mal comment elle pourrait éviter l'augmentation du prix d'un nombre conséquent de biens. Le premier tient à la contrainte absolue : chez les ménages les plus modestes, le poids de la contrainte financière et le sentiment d'effort qui l'accompagne écrase les autres motivations, et conduit à des arbitrages sur des biens essentiels, comme l'alimentation, la santé, et souvent une température suffisante. On ne peut pas envisager de transition acceptable sans mécanismes de défense du niveau de vie de ces ménages. Le second tient à la perception de l'effort : l'acceptabilité de la transition se joue moins sur les efforts effectivement consentis que sur le sentiment que ces derniers sont équitablement partagés. Or, nous voyons ici une fracture à la fois politique et générationnelle, avec des groupes qui peuvent s'estimer sacrifiés, ou contraints d'en faire plus que leur part. Une répartition plus explicite des efforts attendus, reconnaissant la diversité des motivations, pourrait constituer un élément-clef d'une stratégie de transition acceptable.

Bibliographie

ADEME et DANIEL BOY RCB CONSEIL, 2024, *24ème vague du baromètre « Les représentations sociales du changement climatique »*, Paris <https://librairie.ademe.fr/>

[changement-climatique-et-energie/6706-les-representations-sociales-du-changement-climatique-24eme-vague-du-barometre.html](https://www.ademe.fr/actualites/actualites-climatique-et-energie/6706-les-representations-sociales-du-changement-climatique-24eme-vague-du-barometre.html).

JARAVEL, X., MÉJEAN, I. et RAGOT, X., 2023, *Les politiques publiques au défi du retour de l'inflation*, Paris <https://www.cae-eco.fr/les-politiques-publiques-au-defi-du-retour-de-linflation>.

KOTZ, M., KUIK, F., LIS, E. et NICKEL, C., 2024, Global warming and heat extremes to enhance inflationary pressures, *Commun Earth Environ*, 5, p. 1-13 <https://www.nature.com/articles/s43247-023-01173-x> (consulté le 19 novembre 2024).

Le CEPREMAP est né en 1967 de la fusion de deux centres, le CEPREL et le CERMAP, pour éclairer la planification française grâce à la recherche économique.

Le CEPREMAP est, depuis le 1er janvier 2005, le Centre Pour la Recherche Economique et ses Applications. Il est placé sous la tutelle du Ministère de la Recherche. La mission prévue dans ses statuts est d'assurer une interface entre le monde académique et les administrations économiques.

Il est à la fois une agence de valorisation de la recherche économique auprès des décideurs, et une agence de financement de projets dont les enjeux pour la décision publique sont reconnus comme prioritaires.

<http://www.cepremap.fr>

Observatoire du Bien-être

L'Observatoire du bien-être au CEPREMAP soutient la recherche sur le bien-être en France et dans le monde. Il réunit des chercheurs de différentes institutions appliquant des méthodes quantitatives rigoureuses et des techniques novatrices. Les chercheurs affiliés à l'Observatoire travaillent sur divers sujets, comme des questions de recherche fondamentales telles que la relation entre éducation, santé et bien-être, l'impact des relations avec les pairs sur le bien-être, la relation entre le bien-être et des variables cycliques tels que l'emploi et la croissance et enfin l'évolution du bien-être au cours de la vie. Un rôle important de l'Observatoire est de développer notre compréhension du bien-être en France: son évolution au fil du temps, sa relation avec le cycle économique, les écarts en termes de bien-être entre différents groupes de population ou régions, et enfin la relation entre politiques publiques et bien-être.

<http://www.cepremap.fr/observatoire-bien-etre>

<https://twitter.com/ObsBienEtre>

Directrice de publication

Claudia Senik

Responsable éditorial

Claudia Senik

Directrice scientifique

Claudia Senik

Comité scientifique

Yann Algan

Andrew Clark

Sarah Flèche

Observatoire du Bien-être du CEPREMAP

48 Boulevard Jourdan

75014 Paris – France

+33(0)1 80 52 13 61

Collection *Notes de l'Observatoire du Bien-être*, ISSN 2646-2834